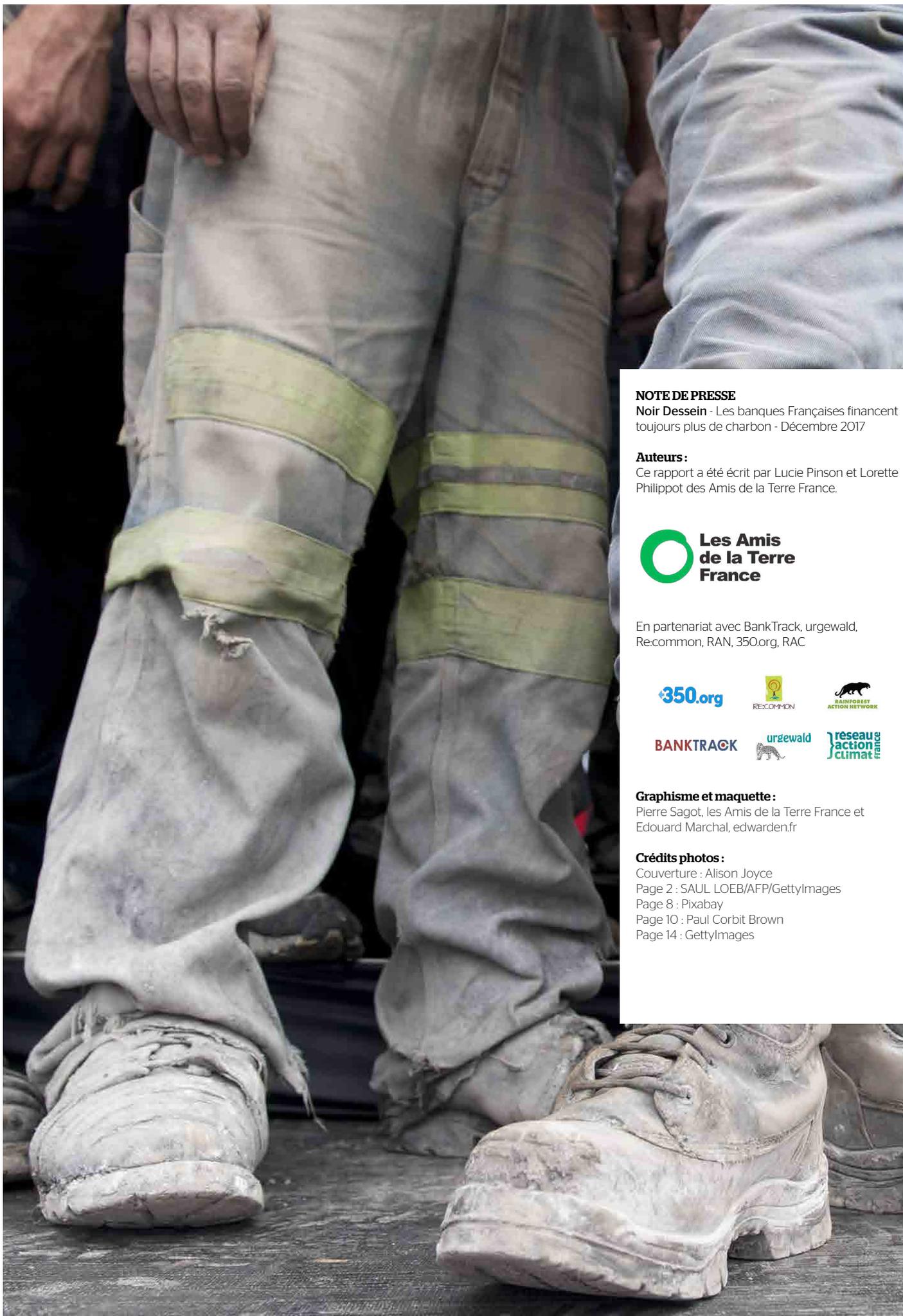


# **NOTE** de presse

## **NOIR DESSEIN**

LES BANQUES FRANÇAISES FINANCENT  
TOUJOURS PLUS DE CHARBON

DÉCEMBRE 2017



#### **NOTE DE PRESSE**

**Noir Dessin** - Les banques Françaises financent toujours plus de charbon - Décembre 2017

#### **Auteurs :**

Ce rapport a été écrit par Lucie Pinson et Lorette Philippot des Amis de la Terre France.



En partenariat avec BankTrack, urgewald, Recommon, RAN, 350.org, RAC



#### **Graphisme et maquette :**

Pierre Sagot, les Amis de la Terre France et Edouard Marchal, edwarden.fr

#### **Crédits photos :**

Couverture : Alison Joyce  
Page 2 : SAUL LOEB/AFP/GettyImages  
Page 8 : Pixabay  
Page 10 : Paul Corbit Brown  
Page 14 : GettyImages

*Il y a tout juste deux ans, 195 pays réunis pour la COP21 s'apprêtaient à signer l'Accord de Paris. Prenant acte de l'accélération des changements climatiques et de la gravité de leurs impacts, ils s'y accordaient sur la nécessité de limiter la hausse de la température du globe bien en dessous des 2°C et de tendre vers 1,5°C.*

Après avoir annoncé de premières mesures de réduction de leurs soutiens au charbon, les banques françaises s'engageaient à tout mettre en œuvre pour que ces objectifs soient atteints voire dépassés (BNP Paribas, Crédit Agricole) et à aligner leurs activités avec un scénario 2°C (Société Générale).

**Mais, bien que reconnaissant le rôle crucial des financements dans le défi climatique, l'Accord trouvé à Paris n'oblige pas les acteurs financiers, à commencer par les banques, à transférer leurs financements des énergies fossiles vers l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.** Encore aujourd'hui, les débats se focalisent davantage sur les nouveaux outils de financements verts et l'identification de l'exposition du secteur financier aux risques climatiques.

## LE BILAN DES BANQUES DOIT SE FAIRE SUR LES SOUTIENS AUX ÉNERGIES FOSSILES

**Il nous revient donc de dresser un autre bilan de l'action des banques en matière climatique, celui des mesures qu'elles ont déjà adoptées afin de mettre un terme à leurs soutiens aux secteurs les plus émetteurs de carbone, et de l'évaluer face aux impératifs climatiques.**

D'après un rapport de Oil Change International <sup>1</sup>, les réserves de charbon, pétrole et gaz déjà en exploitation contiennent assez de carbone pour nous faire dépasser le seuil des 2°C, et les émissions de CO2 induites par l'exploitation des seuls gisements déjà en opération de pétrole et de gaz nous mèneraient au-delà des 1,5°C.

En 2015, une étude de l'université d'Oxford et de L'Institut pour une nouvelle pensée économique <sup>2</sup> confirmait ce dont l'Agence internationale de l'énergie avertissait déjà en 2012 <sup>3</sup> : l'intégralité de notre budget carbone disponible dans un scénario 2°C pour les infrastructures de production d'électricité sera consommée par celles construites avant 2017.

Donc non seulement nous ne devons plus ouvrir de nouveaux gisements d'énergies fossiles ni construire de nouvelles infrastructures de production d'électricité carbonée, mais nous devons organiser la fermeture progressive des infrastructures déjà existantes et des gisements déjà en exploitation.

Les banques doivent accélérer les mesures visant à mettre un terme à l'ensemble de leurs soutiens aux énergies fossiles, en commençant par un arrêt d'ici 2018 de tous leurs financements à de nouveaux projets d'énergies fossiles et aux entreprises actives dans les secteurs les plus destructeurs pour le climat et les populations, et les plus risqués financièrement : le charbon, les sables bitumineux, les gaz de schiste, les forages dans l'Arctique ou en eau très profonde et les projets d'infrastructures dédiées à l'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) - dites énergies fossiles extrêmes.

## SORTIE DU CHARBON : C'EST FAIT ?

Désireuses de montrer patte blanche à la COP21, les banques françaises ont toutes successivement annoncé en 2015 des restrictions à leurs soutiens à la plus noire des énergies fossiles, le charbon, responsable de 46% des émissions de CO2 issues de la combustion d'énergies fossiles au niveau mondial <sup>4</sup>. Révisés à la hausse en 2016 et 2017, leurs engagements répondent-ils à l'urgence climatique ?

Les Amis de la Terre, 350.org, BankTrack, Rainforest Action Network, Re:Common, urgewald, ont mené l'enquête. Nous avons comparé et évalué sur 4 critères les engagements adoptés par BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale et Natixis sur la production d'électricité à partir de charbon.

**Et surtout, alors que 1600 nouvelles centrales à charbon sont toujours prévues au niveau international, c'est sur leurs soutiens aux entreprises qui entendent construire la majorité de ces projets que nous avons jugé bon d'évaluer la qualité de leurs politiques : si les banques continuent de soutenir des entreprises qui parient ouvertement contre l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris, alors ces politiques sont insuffisantes et doivent immédiatement être revues à la hausse.**

## ET QUID DES AUTRES ÉNERGIES FOSSILES ?

Mais nous avons creusé un peu plus loin pour nous pencher également sur les soutiens des banques aux autres énergies fossiles extrêmes. Si l'urgence climatique requiert que de nouvelles mesures d'arrêt des financements aux énergies fossiles soient adoptées chaque année, qu'ont fait les banques françaises depuis 2015 ?



*« IL N'Y A PAS DE PLACE POUR DU NOUVEAU CHARBON »*  
**CHRISTINA FIGUERES, EX-SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE  
DES NATIONS UNIES SUR LE CLIMAT**

# LE CHARBON

## N'A PAS DIT SON DERNIER MOT

Nous le pensions derrière nous, mais non, le charbon continue de se développer à l'échelle mondiale : d'après le *Global Coal Plant Tracker*, **1600 nouvelles centrales à charbon, pour une capacité totale de 840 GW, sont encore prévues aujourd'hui et leur construction entraînerait une hausse de 42,7% de la capacité totale actuelle.** Si toutes ne seront pas construites, chacune d'entre elles menace notre capacité à limiter le réchauffement de la planète à maximum 1,5-2°C.

Pour replacer cette menace dans son contexte, le Programme des Nations Unies pour l'environnement faisait récemment écho à plusieurs rapports scientifiques en recommandant la fin de la construction de nouvelles centrales à charbon et la fermeture accélérée des centrales existantes pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

## LES ENTREPRISES QUI DÉVELOPPENT LES CENTRALES À CHARBON

Heureusement, grâce à la « Global Coal Exit List » publiée intégralement par *urgewald* lors de la COP23 de 2017, il est désormais possible d'identifier qui sont les acteurs du charbon. Avec 775 entreprises du secteur du charbon et plus de 1 000 filiales répertoriées<sup>1</sup>, la GCEL identifie 282 entreprises qui prévoient de nouvelles centrales à charbon (couvrant 87% des plans de développement de nouvelles centrales). Loin de se diversifier et de tout faire pour aligner leurs activités avec un scénario de 1,5-2°C crédible et juste, les entreprises qui portent ces projets violent ouvertement les objectifs de l'Accord de Paris.

Si aucune ne mérite d'être financée, quelles que soient les activités qu'elle pourrait développer dans les énergies renouvelables, **doivent être exclues en priorité les 120 d'entre elles les plus agressives en termes de construction de nouvelles centrales.** Avec plus de 550 GW de nouvelle capacité prévue, l'équivalent de la capacité des centrales à charbon de l'Inde, des États-Unis et de l'Allemagne réunis, ces 120 entreprises représentent les deux tiers des plans de développement du charbon au niveau mondial.

## ...ET TROUVE TOUJOURS DES FINANCEURS

Les Amis de la Terre France, BankTrack, *urgewald*, Re:Common et Rainforest Action Network ont fouillé dans les financements au secteur du charbon pour découvrir quelles banques commerciales financent ces 120 développeurs de charbon. Nos recherches montrent qu'**entre janvier 2014 et septembre 2017, le secteur bancaire mondial a mobilisé et fourni plus de 630 milliards de dollars de financements à ces entreprises – à travers des prêts et des émissions d'actions et d'obligations.** Plus de 40% de cette somme (275 milliards de dollars) ont été fournis depuis la signature de l'Accord de Paris en 2015.

80% des soutiens financiers trouvés entre 2014 et 2017 ont été obtenus sous forme d'émissions d'actions et d'obligations contre seulement 20% par l'intermédiaire de prêts. Cela s'explique par le fait que les entreprises chinoises, surreprésentées dans les 120 développeurs de charbon, se financent presque entièrement par émissions d'obligations.

Alors que les banques chinoises (60% du total des financements trouvés entre 2014 et 2017) dominent dans les souscriptions, les banques japonaises (8% du financement total) sont en tête en ce qui concerne les prêts aux 120 principaux développeurs de centrales à charbon. Les banques occidentales, à l'exception de Citi et de HSBC, sont loin derrière les banques asiatiques en matière de souscription. Cependant, elles sont plus présentes en termes de prêts, avec 9 banques occidentales figurant dans les 20 principales banques prêteuses. Parmi ces 9 banques occidentales, 6 dont 3 françaises, BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale, ont pourtant adopté des engagements à réduire leurs soutiens au secteur du charbon.

“ MÊME SANS NOUVELLE CONSTRUCTION, LES ÉMISSIONS INDUITES PAR LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ À PARTIR DE CHARBON D'ICI 2030 SERAIENT 150% SUPÉRIEURES AU NIVEAU COMPATIBLE AVEC LES SCÉNARIOS LIMITANT LE RÉCHAUFFEMENT DE LA PLANÈTE EN-DESSOUS DE 2°C<sup>14</sup>

		BNP Paribas	BPCE	Crédit Agricole	Société Générale
Prêts	Montant	1 629	364	1 251	2 231
	Classement international	14	58	18	10
Émissions d'actions et d'obligations	Montant	2 374	54	1 371	897
	Classement international	49	208	68	82
Total	Montant	4 003	418	2 622	3 128
	Classement international	41	149	52	45

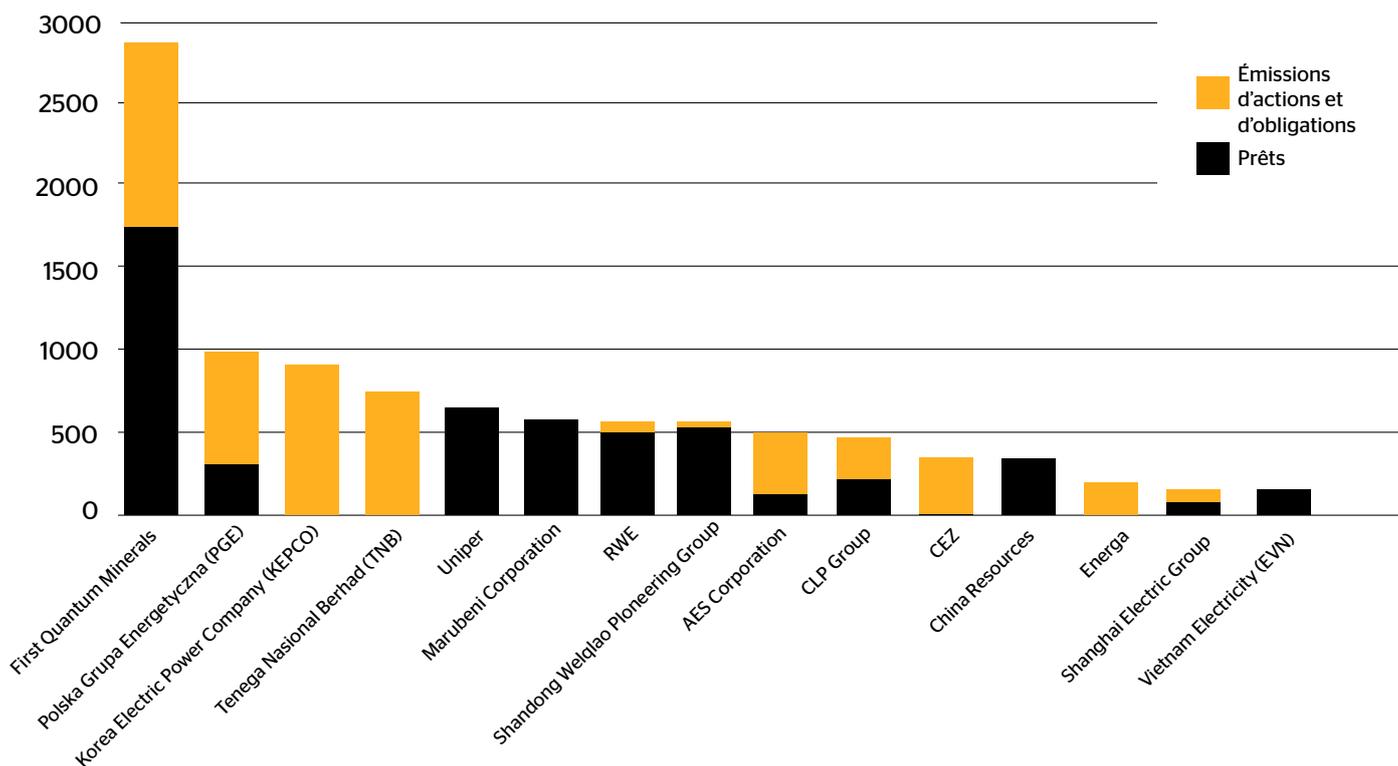


Financements des banques françaises aux développeurs de charbon (entre janvier 2014 et septembre 2017 ; en millions de US\$)

Classement des banques françaises pour leurs prêts aux développeurs de charbon (entre janvier 2014 et septembre 2017 ; en millions de US\$)

	2015		2016		Pourcentage d'évolution
	Montant	Nombre entreprises	Montant	Nombre entreprises	
BNP Paribas	335	5	1 004	5	+200%
Société Générale	433	6	1 010	6	+133%
Crédit Agricole	221	3	411	4	+86%
BPCE Group	72	2	65	1	-10%

Tendances d'évolution des montants (en millions de US\$) et du nombre d'entreprises soutenues par les banques françaises entre 2015 et 2016.



Top 15 des développeurs de charbon financés par les banques françaises (de 2014 à septembre 2017 ; en million de US\$)

# BANQUES

## FRANÇAISES, TOUJOURS DANS LE COUP

**Avec plus de 10 milliards de financements (4,7 milliards en actions et obligations contre 5,5 milliards en prêts), les banques françaises portent une part de responsabilité dans le développement des nouvelles centrales à charbon et l'aggravation de la crise climatique.** Gestionnaires d'actifs, les banques ont aussi investi plus de 1,7 milliard de dollars dans les développeurs depuis 2014, près de 40% venant du Crédit Agricole.

BNP Paribas est le 41ème plus gros financeur (4 milliards), Société Générale le 45ème (3,1 milliards), et Crédit Agricole le 52ème (2,6 milliards).

**Si les 3 banques françaises ne se trouvent pas parmi les pires élèves au niveau de l'ensemble des soutiens financiers, elles comptent toujours parmi les 20 plus gros financeurs, sous forme de prêts, des 120 développeurs de charbon.**

Société Générale est même dans le top 10 des plus gros prêteurs aux développeurs de charbon. Depuis 2014, elle leur a accordé 2,2 milliards, se plaçant après ING, HSBC et Citigroup, mais devant la China Construction Bank.

BNP Paribas se classe ensuite à la 14ème place (1,6 milliard), Crédit Agricole à la 18ème place (1,2 milliard). BPCE ne figure pas dans le top 100 des plus gros financeurs aux développeurs de charbon, mais se place 58ème pour les prêts (364 millions).

Pour expliquer cet écart entre la position des banques françaises dans le classement international au niveau des prêts, et leur position dans le classement international de tous les soutiens financiers, il faut regarder du côté de la Chine : les entreprises chinoises qui prédominent dans les 120 développeurs sont majoritairement financées par des banques chinoises via des obligations.

**Hors Chine, les banques françaises demeurent donc dans les premiers financeurs du développement du charbon au niveau international.**

Cette analyse est soutenue par le fait que la part respective des prêts, et des actions et obligations dans les soutiens accordés par les banques françaises est similaire à celle trouvée dans les rapports publiés précédemment sur les soutiens des banques au secteur du charbon : ici 54% de prêts contre 46% d'actions et d'obligations.

**Mais elle est aujourd'hui renforcée par le fait que les soutiens des banques aux développeurs de charbon n'ont pas diminué de manière relative ces dernières années. Au contraire, les financements des banques françaises aux 115 développeurs ont augmenté de 135% entre 2015 et 2017.**

En 2015, les 4 grandes banques françaises ont pris des engagements de réduction de leurs soutiens au secteur du charbon. Force est donc de constater que l'adoption de politiques sectorielles ne s'est pas traduite par une diminution de leurs financements au développement de nouvelles centrales à charbon.





# LES DÉVELOPPEURS

Financés par les banques françaises

## Profil 1

Parmi les 120 développeurs de charbon se trouvent bien entendu les entreprises qui prévoient de développer leur production à hauteur de plus de 3 GW chacune. Ensemble, ces 55 entreprises représentent plus de 50% du total de l'expansion planifiée dans ce secteur.

## Profil 2

Mais y sont également intégrées les entreprises qui opèrent dans les « frontier countries », ces pays où la capacité charbon est encore réduite, mais où des plans d'expansion pour les massifs du secteur sont en cours d'élaboration et pourraient les verrouiller dans un futur dépendant du charbon pour les décennies à venir. C'est notamment le cas de l'Égypte qui passerait de 0 à 17 240 MW de capacité charbon, du Pakistan où une augmentation de 8041% de sa capacité de production de charbon est prévue, ou encore du Bangladesh où la hausse serait de 6384%.

## Profil 3

Enfin il s'agit des entreprises qui souhaitent développer le charbon dans des pays qui disposent déjà d'une flotte de centrales à charbon surdimensionnée et où les plus gros efforts en termes de sortie du charbon sont à mener, tels que l'Allemagne ou la Pologne, mais aussi le Japon, l'Inde et l'Afrique du Sud.

Indistinctement dans les trois catégories se trouvent des entreprises « pure players », spécialisées ou très exposées au charbon, ainsi que des entreprises très diversifiées.

**Tous ces profils d'entreprises sont présents dans les investissements et financements des banques françaises.**

# ZOOM

## SUR 3 PROFILS D'ENTREPRISES



### PROFIL 1

#### « PRODUIRE BEAUCOUP ET PARTOUT »

Seulement 10% de sa production électrique provient du charbon, mais le conglomérat japonais Marubeni est le 11ème développeur de charbon dans le monde. Dans le cadre de différents joint-ventures, Marubeni prévoit de construire de nouvelles centrales à charbon pour plus de 13 000 MW et dans 9 pays - Botswana, Égypte, Indonésie, Japon, Mongolie, Myanmar, Philippines, Afrique du Sud et Vietnam, - se positionnant ainsi comme l'un des développeurs de charbon les plus agressifs.

En Afrique du Sud, après l'abandon par Engie du projet de centrale à charbon de Thabametsi de 630 MW, suite à une intense mobilisation, Marubeni a pris le relais et développe actuellement le projet avec KEPCO. Le Sud-Coréen KEPCO est le 10ème plus grand développeur de charbon, avec plus de 10 000 MW de capacité charbon prévue. L'opposition au projet se poursuit, avec au centre des inquiétudes ses impacts en termes de pollution de l'air, sur les ressources en eau alors que le projet est localisé dans le Limpopo très aride, et sur le climat. La centrale émettra 9,9 millions de tonnes d'équivalent CO2 par an.

Marubeni est pourtant un bon client de Crédit Agricole qui lui a accordé plus de 305 millions de dollars de financements au cours des 2 dernières années. Les chiffres sont encore plus préoccupants pour KEPCO : alors qu'aucune banque française ne l'avait financé depuis 2014, en 2017 le Crédit Agricole a accordé à KEPCO 742 millions de dollars et BNP Paribas 100 millions de dollars.



### PROFIL 2

#### « ENFERMER DE NOUVEAUX PAYS DANS LE CHARBON »

En première place des développeurs de charbon financés par les 4 grandes banques françaises, avec plus de 1,411 milliards de dollars accordés entre 2016 et 2017, se trouve la société minière canadienne First Quantum Minerals.

L'entreprise n'est aujourd'hui pas active dans le secteur du charbon. Mais alors que même de grands producteurs d'électricité à partir de charbon, comme Engie, tentent de décarboner leurs portefeuilles en réduisant leurs activités dans ce secteur, First Quantum Minerals, elle, y voit un nouveau marché. C'est en raison de ses plans de développement au Panama et au Botswana, deux « pays frontalières » qu'elle doit son inscription dans la liste des 120 développeurs de charbon.

Au Botswana, l'entreprise prévoit la construction d'une centrale à charbon d'une capacité de 600 MW. Or, d'après le Global Plant Tracker, le Botswana a une capacité de charbon installée de seulement 600 MW. Y développer de nouveaux projets serait totalement contradictoire avec les objectifs climatiques, enfermerait le pays dans une trajectoire carbonée et y entraverait le développement des énergies renouvelables pourtant mieux à même de répondre aux besoins des populations.

Mais plusieurs entreprises, principalement d'origine étrangère, y prévoient de construire plusieurs centrales à charbon d'une capacité totale de 4 300 MW, le projet porté par First Quantum étant un des plus gros.



### PROFIL 3

#### « TOUJOURS PLUS DE CHARBON EN ALLEMAGNE »

Les 4 grandes banques françaises ont collectivement investi pour plus de 844 millions de dollars depuis 2015 dans des entreprises européennes qui entendent construire de nouvelles centrales à charbon en Europe - une contradiction avec les engagements climatiques de l'Union Européenne et la nécessaire sortie du charbon d'ici 2030. Mais seules Société Générale et BNP Paribas vont jusqu'à les financer : depuis 2015, elles ont accordé 1,4 milliard de dollars de financements à 6 d'entre elles.

Parmi ces entreprises se trouvent Uniper qui est issu d'une scission de EON visant à isoler les activités carbonées du groupe, et qui prévoit 1 100 MW de nouvelle capacité charbon. Société Générale et BNP Paribas lui ont accordé 332 millions de dollars de financements chacun en 2016.

Facteur aggravant pour Société Générale, la banque est la seule française à avoir financé RWE, le plus gros pollueur européen depuis 2015, en l'ayant aidé à émettre des obligations pour 102 millions de dollars.

RWE prévoit de construire 1 600 MW de nouvelle capacité charbon en Europe. Avec 54% de sa production électrique générée à partir de charbon et 16 centrales à charbon installées en Europe pour une capacité totale de 20 163 MW, RWE est déjà aujourd'hui la société la plus émettrice de CO2 du continent et la deuxième responsable de morts prématurées liées au charbon en Europe après PGE. <sup>5</sup>

# ENGAGEMENTS

Où en sont nos banques ?

C'est sur 4 critères couvrant les principaux types de soutiens qu'une banque peut apporter à l'industrie du charbon et les différentes approches retenues par les banques ayant pris des engagements sur ce secteur que les Amis de la Terre France ont souhaité évaluer les mesures adoptées par les banques françaises.

### Trois notes sont possibles :

- Vert pour une mesure entièrement adoptée et appliquée ;
- Orange pour une mesure en partie adoptée, mais non totalement appliquée ;
- Rouge pour l'absence de mesure satisfaisante.

Les deux premiers critères portent sur l'arrêt des financements au développement du secteur du charbon, comprenant les financements directs à des projets de centrales à charbon (critère 1) et les financements aux entreprises qui développent ces nouveaux projets (critère 2). Le critère 3 concerne les soutiens aux entreprises qui n'entendent pas forcément construire de nouveaux projets de centrales à charbon, mais demeurent pour autant des acteurs essentiels de cette industrie. Alors que le critère 3 évalue les soutiens possibles ou exclus au niveau de chaque entreprise, le critère 4 évalue enfin l'engagement des banques à réduire leur exposition globale au charbon.

	BNP Paribas	Crédit Agricole	Société Générale	Natixis
1. Ne finance plus directement de nouveaux projets de centrales à charbon	Vert	Vert	Vert	Vert
2. Ne finance plus les entreprises qui développent de nouveaux projets de centrales à charbon*	Orange	Orange	Orange	Rouge
3. Ne finance plus les entreprises très actives dans le secteur du charbon	Rouge	Rouge	Rouge	Orange
4. S'est engagée à réduire son exposition au charbon	Orange	Rouge	Orange	Rouge

\*La notation verte équivaut a minima à une exclusion des entreprises qui génèrent plus de 30% de leur électricité à partir de charbon et/ou ont plus de 10 GW de capacité charbon installée.

# ZOOM

## SUR 3 CRITÈRES

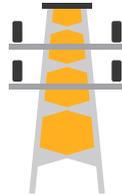


### CRITÈRE 1

« NE FINANCE PLUS DE NOUVEAUX PROJETS DE CENTRALE À CHARBON »

En 2015, seule Natixis avait annoncé l'arrêt de tous ses soutiens directs aux projets charbon. BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale n'arrêtaient que dans les pays riches, où moins de 6,5% de tous les projets alors prévus devaient être construits. Critiquées pour leur implication dans des projets de nouvelles centrales en Indonésie, les deux dernières annonçaient avant la COP22 en 2016 étendre leur politique d'exclusion à tous les projets de centrales à charbon et se désengageaient quelques mois après des projets indonésiens. BNP Paribas déclarait à son tour en janvier 2017 ne plus financer directement de nouveaux projets. Ces annonces sont positives, mais Société Générale doit aussi se retirer du projet de nouvelle centrale dans lequel elle est impliquée en République dominicaine, Punta Catalina.

**Aujourd'hui, les 4 banques françaises font partie des 14 banques internationales à ne plus financer de nouveaux projets de centrales à charbon. Cependant, ce type de financement ne représente que 25% des prêts au charbon et 5% des soutiens totaux au charbon. Et ce que les banques françaises refusent de financer directement, elles peuvent toujours le financer indirectement via leurs soutiens aux entreprises qui portent ces projets.**



### CRITÈRE 2

« NE FINANCE PLUS LES ENTREPRISES QUI DÉVELOPPENT DE NOUVEAUX PROJETS DE CENTRALES À CHARBON »

BNP Paribas s'est engagée à ne plus financer les entreprises qui ne se diversifient pas en réduisant leurs activités dans le charbon ; Crédit Agricole a pris le même engagement, mais uniquement pour les entreprises exposées à plus de 50% au charbon ; et Société Générale entend aligner ses financements au scénario 2°C de l'AIE et limiter la part de charbon dans son mix énergétique financé à 19% d'ici fin 2020<sup>6</sup>. Sur le long terme, BNP Paribas et Société Générale auront donc du mal, voire ne pourront pas tenir ces engagements tout en continuant de financer des entreprises qui suivent la logique inverse et augmentent leur capacité charbon. Cependant, comme le montrent les nouvelles données révélées aujourd'hui, les banques françaises contribuent toujours au développement de nouvelles centrales à charbon et ne donnent pas assez de garanties quant au fait que cela puisse changer sur le court terme.

**Afin de répondre à l'urgence climatique, les banques françaises doivent donc au plus vite adopter un engagement strict à ne plus soutenir les entreprises qui construisent ou prévoient de construire de nouvelles centrales à charbon. Le seul exemple dont elles doivent s'inspirer est la politique sur l'énergie d'ABN AMRO dans laquelle la banque néerlandaise déclare sans ambiguïté qu'elle fournira des financements aux producteurs d'électricité qu'à la condition qu'ils aient pris un « engagement à ne pas augmenter leur capacité de génération d'électricité à partir de charbon »<sup>7</sup>.**



### CRITÈRE 3

« NE SOUTIENT PAS L'ACQUISITION OU LA VENTE D'UNE MINE OU CENTRALE À CHARBON »

**Natixis est la seule banque française à avoir adopté un seuil d'exclusion strict des entreprises exposées à plus de 50% au charbon.** BNP Paribas et Société Générale n'ont pris un tel engagement que pour leurs nouveaux clients et Crédit Agricole n'exclut les entreprises au-dessus de 50% que si celles-ci n'ont pas mis en place un plan de diversification significatif. **Les banques françaises se trouvent donc loin derrière de nombreux acteurs financiers qui ont adopté un seuil plus ambitieux fixé à 30% (Fonds souverain norvégien, SCOR, Allianz, etc.) ou même inférieur (CDC, CNP Assurances).** Alors qu'un tiers des 31 entreprises détenant plus de la moitié de la capacité mondiale charbon installée génère moins de 50 % de leur électricité à partir de charbon, adopter un seuil d'exclusion à 30% est urgent.

**Mais ce seuil d'exclusion ne suffit pas à lui seul à exclure des entreprises significatives du secteur du charbon mais qui très diversifiées, généreraient moins de 30% de leur électricité à partir de charbon.** Par exemple, une moitié seulement des 120 développeurs de charbon génèrent plus de 30 % de leur électricité à partir de charbon. **En plus du seuil de 30%, les banques françaises doivent donc adopter un seuil absolu d'exclusion fondé sur la capacité charbon installée de chaque entreprise. Nous fixons ce seuil à 10 GW, l'équivalent environ de 20 millions de tonnes de charbon brûlées.**

# AU DELÀ

## DU CHARBON, L'URGENT ARRÊT DES FOSSILES EXTRÊMES

Si l'urgence climatique requiert une sortie du charbon, cette seule transformation ne saura nous préserver d'un monde où le réchauffement climatique aura dépassé les 2°C. Les banques doivent prendre au plus vite des engagements sur les énergies fossiles les plus dangereuses pour le climat et les droits des populations, mais aussi les plus risquées financièrement : sables bitumineux, forages en Arctique et en eaux profondes, gaz naturel liquéfié et gaz de schiste. Mais alors, qu'ont fait les banques françaises depuis la COP21 ?

### BNP PARIBAS, LE PREMIER À BOUGER

Dernière banque française à annoncer des engagements sur le charbon en 2015, BNP Paribas a cette année fait preuve de leadership. En octobre 2017, elle annonçait prendre des mesures de réduction de son soutien aux énergies fossiles extrêmes. Elle s'est en effet engagée à mettre fin à ses financements directs à tout nouveau projet d'exploration, de production, de transport et d'exportation lié aux sables bitumineux, gaz de schiste et en Arctique, ainsi qu'à tout nouveau projet de gazoduc et de terminal d'exportation de GNL qui transporte, liquéfie et exporte majoritairement du gaz de schiste - un coup pour le projet de terminal d'exportation de GNL Texas LNG pour lequel elle jouait le rôle clé de conseiller financier. Enfin, BNP Paribas a également adopté des critères d'exclusion des entreprises principalement actives dans ces secteurs d'activités.

Des mesures ambitieuses donc pour BNP Paribas qui lui permettent de devancer largement les autres banques françaises et internationales... à condition maintenant de les mettre en oeuvre. En 2017, BNP Paribas figurait encore dans le top 15 des banques finançant les sables bitumineux<sup>8</sup> et le GNL<sup>9</sup>.

### ET EST-CE QUE ÇA SUIT DERRIÈRE ?

Crédit Agricole, 3ème financeur français aux sables bitumineux et GNL a récemment adopté des exclusions au niveau des financements directs aux projets d'énergies fossiles extrêmes. En l'absence de critères stricts d'exclusion des entreprises actives dans ces secteurs, alors que la majorité des projets d'énergies fossiles extrêmes sont financés indirectement par des financements et soutiens financiers aux entreprises, Crédit Agricole ne se rapproche pas même de la nouvelle référence imposée par BNP Paribas<sup>10</sup>.

Natixis ne possède à ce jour aucune politique relative à ces secteurs. Quant à Société Générale, elle limite sa politique à des obligations de diligence raisonnable, alors que ses financements crèvent le plafond. Elle est notamment la grande championne du GNL, avec plus de 2,4 milliards de dollars de financements aux 27 entreprises les plus agressives dans le développement du secteur en Amérique du Nord entre 2014 et 2016<sup>11</sup>.

### SOCIÉTÉ GÉNÉRALE : STOP RIO GRANDE LNG

Dans la vallée du Rio Grande, au sud du Texas, près de la frontière mexicaine, les industriels prévoient de construire trois nouveaux terminaux d'exportation de GNL : Annova LNG, Texas LNG - projet que BNP Paribas a récemment annoncé ne pas vouloir financer et pour lequel elle ne devrait pas renouveler son mandat de conseil - et le plus grand, Rio Grande LNG, qui bénéficie depuis mai 2017 du soutien de Société Générale. Ayant été nommée par l'entreprise NextDecade pour un mandat de conseil sur ce projet, la banque se positionne en potentiel financeur et jouera un rôle central dans la levée des 20 milliards de dollars nécessaires à la réalisation du terminal Rio Grande LNG et du double pipeline de gaz de schiste Rio Bravo.

Société Générale persiste à nier les impacts climatiques du GNL et nourrit le paradoxe jusqu'à s'afficher comme le « leader mondial dans le secteur du gaz naturel liquéfié, une source d'énergie de transition vers un monde moins carboné »<sup>12</sup>. Bien au contraire, les impacts climatiques de ce projet sont incontestables. Une fois construits, le terminal et le pipeline émettront directement 10 millions de tonnes équivalent CO2 chaque année. Mais en prenant en compte l'intégralité de la chaîne d'approvisionnement depuis l'extraction jusqu'à la combustion, le projet émettra plus de CO2 que 21 centrales à charbon, et que 44 centrales en incluant les fuites de méthane<sup>13</sup>.

Le projet soutenu par Société Générale est monumental, comprenant : un pipeline de 225 km dont la capacité sera de plus de 120 millions de m3 par jour, soit le plus gros pipeline en attente d'autorisation aux États-Unis et qui s'approvisionnera en gaz de schiste dans les bassins permien et d'Eagle Ford Shale ; un terminal d'exportation de 400 hectares, soit la taille de plus de 550 terrains de football.

Rio Grande LNG menace les communautés et les écosystèmes locaux, posant des risques inconsidérés et irréversibles en matière de droits humains, de santé, de sécurité et de biodiversité. Une coalition de citoyens réunis dans une organisation « Sauvez la vallée du Rio Grande du GNL », se mobilise actuellement contre le terminal Rio Grande LNG et le gazoduc Rio Bravo, aux côtés de la communauté autochtone des Esto'k Gna dont les droits sont directement menacés par les projets de terminaux.

Société Générale doit aujourd'hui se retirer définitivement de ce projet, et comme les autres banques françaises Crédit Agricole et Natixis, elle doit suivre et dépasser les mesures prises par BNP Paribas en s'engageant à ne financer aucun autre terminal de GNL outre-Atlantique et à adopter des engagements sur l'ensemble des énergies fossiles extrêmes - charbon, sables bitumineux, gaz de schiste, GNL et forages en Arctique et en eaux profondes.



## NOTES

<sup>1</sup> Oil Change International (2016), *The Sky's limit – Why the Paris climate goals require a managed decline of fossil fuel production*, en collaboration avec 14 organisations.

<sup>2</sup> Oxford University & Institute for New Economic Thinking (2016) *The '2°C capital stock' for electricity generation: Committed cumulative carbon emissions from the electricity generation sector and the transition to a green economy*.

<sup>3</sup> International Energy Agency found (2012), *World Energy Outlook*

<sup>4</sup> Olivier, J. G. J., Greet J.-M., Marilena M., and Jeroen P (2016), *Trends in Global CO2 Emissions: 2016 Report*. European Commission, Joint Research Centre.

<sup>5</sup> [beyond-coal.eu/data](http://beyond-coal.eu/data)

<sup>6</sup> Le scénario 2°C de l'AIE comporte de nombreuses limites dont notamment le fait de parier énormément sur le développement des technologies de capture et de stockage du CO2, et l'engagement pris par Société Générale ne porte que sur ces financements sous forme de prêt au secteur du charbon et ne couvre pas les autres types de soutien financier au charbon, comme les émissions d'actions et d'obligations.

<sup>7</sup> Politique sectorielle d'ABN AMRO sur l'énergie (mai 2017), ABN AMRO.

<sup>8</sup> [www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/funding\\_tar\\_sands.pdf](http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/funding_tar_sands.pdf) - Financements aux entreprises détenant des réserves de sables bitumineux et aux entreprises transportant le pétrole des sables bitumineux albertains via pipelines.

<sup>9</sup> [priceofoil.org/content/uploads/2017/06/Banking\\_On\\_Climate\\_Change\\_2017.pdf](http://priceofoil.org/content/uploads/2017/06/Banking_On_Climate_Change_2017.pdf) - Financements aux 27 entreprises possédant une capacité existante ou prévue de plus de 43,5 millions m3 par jour d'exportation de GNL.

<sup>10</sup> [presse.credit-agricole.com/actualites/finance-climat-credit-agricole-s-a-va-plus-loin-dans-ses-engagements-ea7d-9ed05.html](http://presse.credit-agricole.com/actualites/finance-climat-credit-agricole-s-a-va-plus-loin-dans-ses-engagements-ea7d-9ed05.html)

<sup>11</sup> [priceofoil.org/content/uploads/2017/06/Banking\\_On\\_Climate\\_Change\\_2017.pdf](http://priceofoil.org/content/uploads/2017/06/Banking_On_Climate_Change_2017.pdf)

<sup>12</sup> [www.societegenerale.com/fr/transition-energetique-engagements-climat/financement-transition-energetique](http://www.societegenerale.com/fr/transition-energetique-engagements-climat/financement-transition-energetique)

<sup>13</sup> *Rio Grande LNG & Associated Greenhouse Gas Emissions*, Rainforest Action Network.

<sup>14</sup> [climateactiontracker.org/news/248/The-Coal-Gap.html](http://climateactiontracker.org/news/248/The-Coal-Gap.html)



**CONTACTEZ LUCIE PINSON**  
**lucie.pinson@amisdelaterre.org**  
**06 79 54 37 15**

**Les banques doivent accélérer les mesures visant à mettre un terme à l'ensemble de leurs soutiens aux énergies fossiles, en commençant par un arrêt d'ici 2018 de tous leurs financements à de nouveaux projets d'énergies fossiles et aux entreprises qui développent de nouveaux projets dans les énergies fossiles extrêmes :** le charbon, les sables bitumineux, les gaz de schiste, les forages dans l'Arctique ou en eau très profonde et les projets d'infrastructures dédiées à l'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). Société Générale doit en plus renoncer au projet de terminal d'exportation de gaz de schiste Rio Grande LNG et au double pipeline associé Rio Bravo.

SUR LE CHARBON, LES BANQUES FRANÇAISES DOIVENT  
EXCLURE DE LEURS SOUTIENS LES ENTREPRISES QUI

## NOS DEMANDES

1. DÉVELOPPENT DE NOUVEAUX PROJETS DE MINES, CENTRALES OU INFRASTRUCTURES CHARBON.
2. GÉNÈRENT PLUS DE 30% DE LEUR PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ OU TIRENT PLUS DE 30% DE LEUR REVENU DU CHARBON
3. PRODUISENT PLUS DE 20 MILLIONS DE TONNES DE CHARBON PAR AN OU ONT UNE CAPACITÉ DE CHARBON SUPÉRIEURE À 10GW